



NATIONS UNIES
 CONSEIL
 ECONOMIQUE
 ET SOCIAL



Distr.
 GENERALE

E/CN.4/1982/18
 16 février 1982

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
 Trente-huitième session

ELECTION A UN POSTE VACANT A LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE
 LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

Note du Secrétaire général

1. A sa trente-septième session, en 1981, conformément à la résolution 1334 (XLIV) et à la décision 1978/21 du Conseil économique et social, la Commission des droits de l'homme a élu, pour un mandat de trois ans, les 26 membres de la Sous-Commission. Ces 26 membres ont été choisis parmi les experts nommés par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, sur la base suivante :

Etats d'Afrique	7 membres
Etats d'Asie	5 membres
Etats d'Europe occidentale et autres Etats	6 membres
Etats d'Amérique latine	5 membres
Etats d'Europe orientale	3 membres

2. Par une lettre en date du 22 janvier 1982 adressée au Directeur de la Division des droits de l'homme, Madame Nicole Questiaux (France), a annoncé qu'elle donnait sa démission.

3. En vue de combler la vacance ainsi créée, la Commission doit, à sa présente session, élire un nouveau membre parmi les experts nommés par les Etats d'Europe occidentale et autres Etats pour les deux années du mandat de Madame Questiaux qui restent à courir.

4. Par une note verbale datée du 4 février 1982 adressée aux gouvernements de ces Etats, le Secrétaire général leur a demandé de proposer la candidature d'un expert à élire comme membre de la Sous-Commission.

5. A la date du 16 février, le Secrétaire général a reçu une proposition de candidature, celle de Monsieur Louis Joinet, présentée par le Gouvernement français. L'annexe au présent document contient la notice biographique de Monsieur Louis Joinet, telle qu'elle a été transmise par le Gouvernement français. Si le Secrétaire général reçoit d'autres propositions de candidature, elles feront l'objet d'additifs au présent document.

Annexe

NOTICE BIOGRAPHIQUE DE M. LOUIS JOINET

M. Louis JOINET est né le 26 mai 1934 à Nevers (Nièvre)

Etudes

1961-1966 : Licencié en droit de la faculté de droit de Paris et diplômé de l'Institut de criminologie, Lauréat du Prix Dupin, major de l'Ecole nationale de la Magistrature.

Activités professionnelles

1966-1970 : Nommé magistrat au Ministère de la Justice, chargé des questions juridiques d'aménagement du territoire;

1968 : Rapporteur pour les questions de justice au Commissariat général du Plan (Vème plan);

1970-1972 : Juge au Tribunal de Melun;

1972-1978 : Ministère de la Justice, chargé des recherches sur l'innovation technologique sur l'évolution du droit;

1974 : Rapporteur de la Commission d'étude du projet de loi sur l'informatique;

1975 : Chef de la délégation française au Conseil de l'Europe pour le Comité d'experts sur l'informatique juridique;

1977 : Chef de la délégation française au Conseil de l'Europe du Comité d'experts sur la protection des données;

1978 : Président du Comité d'experts sur l'informatique au Conseil de l'Europe;

1978-1980 : Directeur de la Commission Nationale de l'Informatique et des libertés;

1979 : Représentant de la France, au titre du Centre National de la recherche scientifique (CNRS) auprès de la fondation européenne de la Science;

1980-1981 : Substitut du Procureur de la République au Tribunal de Paris;

1981 : Ministère de la Justice.

M. Louis JOINET est marié et père de cinq enfants.